



Le Québec, comme presque toutes les sociétés développées, a un problème d'argent. Il doit réduire ses dépenses pour ne pas alourdir une dette qui pourrait devenir ingérable et inquiéter ses créanciers à qui il emprunte 15 milliards de dollars par année pour ajouter à la dette ou remplacer les titres d'emprunt venant à échéance.

15 milliards de dollars, ça ne change pas le monde, mais... Une fois au gouvernement les partis politiques mesurent très bien l'ampleur de l'enjeu et font de l'équilibre budgétaire une priorité. Hélas, il arrive qu'ils traitent encore ce problème avec une insoutenable légèreté quand ils sont dans l'opposition.

C'est le cas de Pierre Karl Péladeau, qui trouve que le gouvernement [noircit le portrait des finances publiques](#) du Québec et qui critique les mesures d'austérité au nom d'une défense unilatérale du modèle québécois. Comme François Legault, je me demande s'il a bien lu les innombrables articles écrits sur l'état lamentable des finances publiques dans les rubriques [Le Québec dans le rouge](#) publiés dans ses médias. Ou s'il se souvient de ses incessants efforts de redressement quand il était à la tête de son entreprise qu'il a sauvée en coupant inlassablement dans les dépenses.

Je trouve dommage que [l'intervention de M. Péladeau](#) au *Devoir* donne de l'eau au moulin à ceux qui nient l'existence d'un problème ou prétendent le régler facilement en haussant les taxes et impôts.

Le premier groupe, je les appelle les négationnistes. Dans leur univers parallèle, 200 milliards de dollars de dette ce n'est rien ou si peu de choses. Ils vont nous dire que le déficit des caisses de retraite n'est pas encore une dette, que la Grèce fait pire ou que les paiements d'intérêts sur notre dette ne sont pas plus élevés qu'avant.

Vrai, pourvu qu'on parte du principe que l'État québécois peut se soustraire à ses obligations envers ses employés, qu'atteindre la situation de la Grèce devienne un objectif excitant, que les taux d'intérêt demeureront pour l'éternité au niveau plancher des dernières années et que les créanciers sont sourds, muets et aveugles.

Le deuxième groupe est tout aussi déconnecté. Pour eux, nos programmes sociaux sont sacrés, doivent être maintenus dans leur intégralité et à tout prendre devraient être plus nombreux et plus généreux.

Qu'importe si le poids des dépenses publiques dans le PIB est 25 % plus élevé au Québec qu'en Ontario, les services dont nous bénéficions en valent largement le coût et c'est tout à notre honneur que le «modèle québécois» est plus égalitaire. Toute remise en question ou révision des programmes est un outrage au modèle québécois et doit être vivement dénoncée.

Pour les défenseurs de cette thèse, l'équilibre des finances publiques est un jeu d'enfant et le manque à gagner de 3,7 milliards de dollars ne les émeut pas outre mesure. Il s'agit tout simplement d'appareiller les besoins illimités de l'État et l'argent des contribuables. Cet argent est abondant et il suffit d'aller le piger à Ottawa, à Westmount ou dans les îles Caïman, selon que vous soyez plus nationaliste que socialiste.

Les fascicules publiés la semaine dernière par la [Commission d'examen sur la fiscalité](#) tracent un portrait plutôt accablant du fardeau fiscal des Québécois.

Nous sommes déjà plus imposés que les autres Canadiens. L'impôt sur le revenu payé par les Québécois à leurs deux gouvernements correspond à 12,3 % du PIB contre 11,9 % en Ontario, 10,8 % dans le reste du Canada, 8,2% aux États-Unis, 8,5 % en moyenne dans les pays de l'OCDE et 8,9 % en moyenne dans ceux du G7. Ce n'est pas rien. Nous sommes les champions nord-américains des impôts directs et nous aspirons déjà à la couronne mondiale. Mais il faudrait faire plus.

Nous sommes aussi très performants quand il s'agit de faire payer les «riches». Ceux qui déclarent des revenus de plus de 100 000 dollars par année ne représentent que 4,8 % des contribuables, mais ils paient 35,9 % des impôts. Le taux marginal d'imposition est atteint avec des revenus de 135 000 dollars au Québec alors qu'un Ontarien doit gagner 220 000 dollars pour atteindre ce palier.

S'il en est ainsi, c'est qu'il n'y a pas suffisamment de «riches» au Québec. Pour maintenir le modèle québécois à flot, il faut aussi taxer goulûment les contribuables qui gagent aussi peu que 50 000 dollars et plus par année.

Oui, mais ne sommes-nous pas la juridiction la plus sympathique aux familles, un autre trait de notre généreux caractère ? En effet, le fardeau fiscal des Québécois est un tantinet plus avantageux si vous avez le bonheur d'avoir deux enfants et le malheur de ne pas gagner plus que 56 676 dollars... à deux parents.

Nous sommes aussi les champions canadiens en matière de taxation avec la taxe de la vente la plus élevée au pays avec la Nouvelle-Écosse et avec la taxe sur les carburants la plus coûteuse.

Quant aux entreprises, il n'y a qu'au Québec où on a augmenté le taux d'imposition entre 2000 et 2014 au pays. Les taxes sur la masse salariale et les cotisations sociales prélevées sont de loin les plus élevées au Canada. Les entreprises québécoises paieraient 2,9 milliards de dollars de taxes en moins si elles étaient imposées au même niveau que les entreprises ontariennes.

J'admire le cran et le sang-froid de ceux qui nous disent qu'il suffit de taxer davantage les entreprises et les riches pour financer notre État magique. Les Québécois ne vivent pas sur une île déserte et les contribuables les plus avantagés par la vie ont souvent la malchance de parler anglais et d'être mobiles.

* * *

À propos de Pierre Duhamel

PKP et les finances publiques

Écrit par Pierre Duhamel

Jeudi, 02 Octobre 2014 01:36 -

Journaliste depuis plus de 30 ans, Pierre Duhamel observe de près et commente l'actualité économique depuis 1986. Il a été rédacteur en chef et/ou éditeur de plusieurs publications, dont des magazines (Commerce, Affaires Plus, Montréal Centre-Ville) et des journaux spécialisés (Finance & Investissement, Investment Executive). Conférencier recherché, Pierre Duhamel a aussi commenté l'actualité économique sur les ondes du canal Argent, de LCN et de TVA. On peut le trouver sur

[Facebook](#)

et Twitter :

[@duhamelp](#)

.

Cet article [PKP et les finances publiques](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#) .

Consultez la source sur Lactualite.com: [PKP et les finances publiques](#)